

# Les Centres d'information et d'orientation cherchent leur place

Les professionnels des 570 CIO s'inquiètent de leur avenir, alors que les "services publics régionaux de l'orientation" se profilent. Le 6 décembre dernier, les neuvièmes journées de réflexions-débats de l'Association nationale des directeurs de CIO (ANDCIO) étaient consacrées à leurs métiers. Avec réactions épidermiques à la clé, démontrant la nervosité générale.

**D**epuis le 15 octobre dernier, le SPRO (service public régional de l'orientation) est devenu une réalité. Du moins en Bretagne, première parmi les huit Régions expérimentatrices<sup>1</sup> à l'avoir inscrit au nombre de ses institutions régionales. Ailleurs, c'est avec une certaine appréhension – pour ne pas dire hostilité – que les professionnels de l'orientation attendent ce futur SPO à dimension régionale, dans lequel certains craignent de voir les centres d'information et d'orientation (CIO) se dissoudre.

"Pour les CIO, l'avenir semble bien compromis", notaient déjà, en avril dernier, Christine Delaune et Dominique Leylavergne, du syndicat FSU de l'académie de Caen (Calvados) redoutant de voir les conseillers d'orientation-psychologues ("copsys") se soumettre à une nouvelle logique de l'orientation "adéquationniste", c'est-à-dire préconisant "l'adaptation de l'école aux besoins de l'emploi et des entreprises"... Des craintes partagées par le Syndicat national Force ouvrière des lycées et collèges (SNFOLC) qui, en octobre dernier, accusait l'Association des Régions de France (ARF) de vouloir "accélérer le processus de transfert des CIO aux Régions, dans le cadre d'une nouvelle carte des CIO", avec pour conséquence de "fermer près de la moitié des centres" présents sur le territoire.

## "Professionnalisation" : le mot qui fâche

Ces craintes étaient donc palpables, le 6 décembre dernier, à l'occasion des neuvièmes journées de réflexions-débats de l'Association nationale des directeurs de

CIO (ANDCIO) consacrées, justement, aux métiers des professionnels de l'orientation et à leur évolution dans le cadre du SPRO. Craintes de perdre leur identité pour ne devenir, dans le cadre de la future loi sur la réforme de la formation professionnelle, qu'une composante d'un "guichet unique" de l'orientation régionale où copsys, agents des Missions locales, des Fongecif, de Pôle emploi ou des acteurs

*quiproquo est symptomatique de la réforme de l'orientation : des dispositifs ont été lancés avant même qu'un accord sur le langage commun à utiliser par l'ensemble des acteurs ait été trouvé*."

Mais même à supposer cette querelle sémantique évacuée, demeure la question de la place des CIO sur les plans fonctionnel et institutionnel. Sur les 570 centres d'information et d'orientation répartis

sur le territoire national, près de 250 demeurent gérés par les Départements et non par l'Éducation nationale. La réforme de l'orientation aura été, pour les Conseils généraux, l'occasion de se désengager du financement de ces centres à pilotage départemental, alors que les Régions, pour leur part, ne disposent ni des moyens ni des prérogatives pour les reprendre à leur compte.

## Des équipes "pluri-professionnelles"

Invité aux rencontres de l'ANDCIO, François Bonneau, président du Conseil régional du Centre et de la commission

éducation de l'ARF, rappelait d'ailleurs que si les Régions ont été placées en position de chefs de file du SPRO, il ne leur appartenait pas pour autant de financer l'orientation scolaire en lieu et place de l'Éducation nationale. "Néanmoins, il pourrait être possible d'imaginer le déploiement de budgets régionaux spécifiques pour les prestations non scolaires que les CIO seraient amenés à réaliser dans le cadre du SPRO."

Et ces publics hors école frappent déjà à la porte des centres d'information et d'orientation. "À la marge, il existe une frange de la population, ni scolaire, ni demandeuse d'emploi, ni en cours de formation, pour laquelle le CIO constitue



Aux neuvièmes journées de l'ANDCIO

territoriaux de l'information jeunesse au détriment de leur statut, de leur métier et de leur savoir-faire.

Et puis, il y a eu l'expression qui fâche : celle de "professionnalisation des personnels des CIO", interprétée par les concernés comme une remise en question de leur cœur de métier. "Plus que de tension, il s'agit surtout d'incompréhension sémantique, tempère Yvan Souleliac, directeur de l'ANDCIO, l'expression peut en effet faire croire à ces professionnels qu'ils seront amenés à voir leur métier évoluer vers d'autres fonctions, alors qu'il n'en a jamais été question : le conseil en orientation reste et demeure notre cœur de métier. Toutefois, ce





Yvan Souleliac, président de l'ANDCIO

le premier lieu d'accueil et d'information, puisque, a témoigné Yvan Souleliac, *statutairement, nous sommes les seules structures amenées à recevoir tout le monde, indépendamment des situations individuelles de chacun.* Dans ce contexte, le président de l'ANDCIO a évoqué la possibilité de renforcer les personnels des CIO par des équipes "pluri-professionnelles" en vue de transformer ce premier accueil en premier niveau de réponse pour les particuliers sur le modèle des Maisons de l'emploi ou des Cités des métiers. *"Et dans le cadre du SPRO, pourquoi ne*

*pas imaginer la présence de conseillers chargés des relations avec les entreprises locales pour analyser leurs besoins? Mais pour cela, il aurait fallu que les Régions prennent en charge les CIO, ce qui n'a pas été le cas",* a regretté Yvan Souleliac. Pas de "guichet unique", donc, mais un pôle de premier conseil destiné à l'orientation tout au long de la vie, sans coupure nette entre le monde scolaire et celui du travail, dans le cadre de politiques coordonnées entre tous les acteurs de la chaîne éducation-orientation-formation-emploi sur les territoires. *"Autant de co-constructions entre acteurs de terrain qui demanderont de la souplesse et de la bonne volonté de la part des concernés... car les moyens de l'action publique ne connaîtront pas d'augmentation d'ici à la mise en place effective du SPRO en 2014",* expliquait François Bonneau.

### Conseil en évolution professionnelle

Sans compter qu'au-delà de la question de l'orientation régionalisée, se profile le futur conseil en évolution professionnelle (CEP), sur lequel les CIO pourraient se voir mobilisés.

*"Aujourd'hui, à l'exception du bilan de compétences, il n'existe aucun dispositif d'information sur l'orientation destiné aux salariés en poste",* a observé Zbyslaw Adamus, membre du CA de l'ANDCIO.

Une mission supplémentaire pour les CIO? *"On confond trop souvent notre activité principale, qui est le conseil aux scolaires, et notre cœur de métier, à savoir l'information sur l'orientation tout public, a tranché Yvan Souleliac. Pourtant l'accompagnement des particuliers fait aussi partie des missions que nous serons peut-être amenés à assurer dans le cadre de la mise en œuvre du CEP. Cela changera-t-il notre profession? Non. Mais cette nouvelle donne va exiger des différents acteurs concernés une dynamique pluri-professionnelle forte qu'il nous appartient d'envisager dès maintenant dans le cadre de structurations fortes sur les territoires."*

### ■ Benjamin d'Alguerre

1. Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Centre, Limousin, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes sont concernées par l'expérimentation.

 [www.andcio.org](http://www.andcio.org)

## Le "repositionnement" annoncé de la carte des CIO

**La perspective** de la fermeture de certains CIO était et reste dans toutes les têtes. *"Soyez assurés que la question est traitée politiquement (...). Tout le monde réfléchit sur les différents scénarios",* a indiqué Jean-Pierre Bellier, inspecteur général de l'Éducation nationale, invité par l'ANDCIO le 6 décembre.

Les directeurs de CIO s'interrogent aussi sur l'évolution de leurs missions exercées au quotidien. Pressé par Yvan Souleliac d'en dire plus, Jean-Pierre Bellier a tempéré: *"Mon propos se veut prospectif. L'inspection générale n'a pas vocation à prendre des décisions politiques, mais à établir des constats et, si le politique la saisit, d'émettre des préconisations. Nous sommes plus des contemplatifs que des opératifs... Nous sommes là pour restituer au politique et le politique est au-dessus de la technostucture!"*

### Les consultations commencent

Donc, Jean-Pierre Bellier a listé les constats: *"Il existe une volonté des Régions de développer une offre d'orientation complémentaire à celle de l'école",* mais *"sans se substituer"* à celle de cette dernière. Il a également observé que les derniers résultats de l'enquête Pisa

(sur le niveau scolaire des élèves des pays de l'OCDE)<sup>1</sup> *"interpellent toute la communauté éducative".* Autres thèmes qui entrent



Jean-Pierre Bellier, inspecteur général de l'Éducation nationale

en ligne de compte dans la réflexion de l'inspecteur général, *"la problématique du décrochage"* et *"l'irruption du numérique dans la prise d'information des jeunes, qui va impacter nos services d'orientation"*.

Sur ces bases, quel doit être le rôle du directeur de CIO? Quel impact doit-il avoir sur l'ensemble de la chaîne éducative? Indiquant

qu'en janvier des consultations allaient commencer, Jean-Pierre Bellier a insisté sur le fait qu'elles concerneront l'organisation même des structures. *"Nous sommes obligés de repenser la carte des CIO non pas en termes quantitatifs, mais en termes de positionnement par rapport aux acteurs, nos cibles étant les établissements scolaires. Il va donc falloir repenser cette carte en termes de maillage de territoire (...). Nous allons réfléchir à l'organisation de ce maillage, mais pas au détriment des CIO."*

Enfin, l'inspecteur général de l'Éducation nationale a évoqué l'évolution professionnelle des directeurs de CIO: *"Le seul message à ce stade est celui du volontarisme du ministre de donner aux DCIO de nouvelles perspectives qui capitalisent à la fois leurs compétences professionnelles dans le domaine de l'orientation et leurs compétences professionnelles en matière de management (...). DCIO ne doit pas être un faux grade."* Répétant, en guise de conclusion: *"Il y a de nombreuses pistes. Ce sont les politiques qui décident, nous, nous posons les termes du constat."*

### ■ Claire Padych

1. L'Inffo n° 846, p. 19.